Brèves économiques de Tunisie et de Libye

Semaine du 22 au 26 février 2021

Tunisie :

- L'agence de notation Moody's a abaissé le 23 février 2021 la note de la Tunisie à B3 (catégorie « speculative and subject to high credit risk ») et a maintenu des perspectives négatives.
- 65,4% des entreprises privées tunisiennes risquent de fermer si la situation actuelle se poursuit.
- Le secteur bancaire s'est montré résilient face à la crise sanitaire, avec une hausse du produit net bancaire (PNB) de 1,1% en 2020.
- La production industrielle a baissé de 5,2% en 2020, après une baisse de 5,2% au 4e trimestre en glissement annuel.
- TAV accepte de lever toutes les saisies conservatoires sur les comptes de Tunisair.
- Le ministre du Transport et de la Logistique remercie la PDG de Tunisair.
- Selon le baromètre de conjoncture économique de la CTFCI, 52% des entreprises considèrent le site tunisien attractif en tant que site potentiel de relocalisation.
- La Tunisie devrait recevoir ses premières doses de vaccin d'ici la fin février.

Libye :

- L'usage frauduleux du système des lettres de crédit ferait perdre des millions de dollars à la Libye.
- Le Gouvernement d'Entente Nationale (GEN) alloue 600 M LYD à la lutte contre l'épidémie de coronavirus.

Tunisie

L'agence de notation Moody's a abaissé le 23 février 2021 la note de la Tunisie à B3 (catégorie « speculative and subject to high credit risk ») et a maintenu des perspectives négatives. Dans [son communiqué publié le 23 février 2021](#), Moody's a également abaissé la note de la Banque centrale de Tunisie (BCT) de B2 à B3, en maintenant ses perspectives négatives, du fait de sa responsabilité dans le remboursement en dernier recours des Bons du Trésor. Selon Moody's, la notation d'émetteur B3 de la Tunisie reflète **l'affaiblissement de la gouvernance et le manque de marges de manœuvre du gouvernement pour mettre en place un ajustement budgétaire et des réformes du secteur public face à des contraintes sociales croissantes**. Cet abaissement se fait en dépit de la stabilité de la position extérieure et du bon niveau des réserves extérieures, qui offrent des garanties pour les remboursements de la dette extérieure à court terme mais n'effacent pas les risques de refinancement. Moody's justifie le maintien des perspectives négatives par **les risques liés aux retards dans la négociation d'un programme avec le FMI, hypothéquant l'accès aux sources de financement externes à des conditions abordables**, alors que les besoins d'emprunts bruts totaux sont évalués à 15-17% du PIB en 2021 (contre 10% avant la pandémie). Après une contraction de l'économie plus importante qu'attendue en 2020 (-8,8%), Moody's s'attend à **une reprise de +4% en 2021 et un retour à une fourchette de 2 à 3 % par la suite**. L'agence a également alerté sur le poids de la dette publique, qui a dépassé 90%

du PIB en 2020, et estime que 65% du stock de la dette est sensible aux mouvements de changes. Compte tenu de la baisse des recettes liées à la crise sanitaire, Moody's prévoit que le **déficit budgétaire de la Tunisie se consolidera à -7,7% du PIB en 2021 puis -6,2% en 2022, après -10,1% en 2020**. Enfin, l'agence souligne plusieurs **faiblesses structurelles qui pèsent sur les finances publiques**, notamment : i/ la masse salariale importante dans le secteur public, qui a atteint 17% du PIB en 2020, ii/ des subventions énergétiques qui devraient cependant être progressivement supprimées, et iii/ la dette des entreprises publiques garanties par l'État, qui représentent environ 15% du PIB (essentiellement en devises). Moody's appelle la Tunisie à mettre en place des réformes des entreprises publiques et du système fiscal en concertation avec les institutions et la société civile, afin d'obtenir un nouveau programme FMI.

65,4% des entreprises privées tunisiennes risquent de fermer si la situation actuelle se poursuit, contre 37,3% au T3 2020, selon [une étude sur l'impact socio-économique de la Covid-19 sur le secteur privé en Tunisie](#) menée par l'Institut National de la Statistique (INS) et la Société financière internationale (IFC). Si la **majorité des entreprises sont restées ouvertes au T4 2020 (78,4%), seules 10,9% n'ont pas connu d'interruption de leurs activités**, et 85,9% des entreprises ouvertes ont vu leur chiffre d'affaire diminuer en novembre (contre 82,3% en juillet). La plupart d'entre elles ont dû procéder à des ajustements : réduction du nombre d'heures travaillées (30,5%), licenciements (25,9%) et réductions salariales (15,7%). **10,4% des entreprises ont définitivement fermé en 2020, dont 2,6% en raison de la pandémie** (1,5% au T3). Seules 25,5% des entreprises déclarent avoir bénéficié de mesures gouvernementales (21% au T3), tandis que parmi celles qui n'en bénéficient pas, 34,3% en ont pourtant fait la demande et 14,5% ont pointé la complexité du processus. **Les entreprises réclament plus de soutien pour faire face à la crise** : 37% réclament des exonérations et réductions d'impôt ; 36,8% des injections directes de liquidité ; 24,1% des reports d'impôts. Les résultats de cette étude sont parus le 18 février et portent sur la situation de 2 500 entreprises pendant le mois de décembre. Ils font suite à des premières publications sur le sujet au printemps et à l'automne 2020.

Le secteur bancaire s'est montré résilient face à la crise sanitaire, avec une hausse du produit net bancaire (PNB) de 1,1% en 2020. Selon une étude de Tunisie Valeurs parue le 4 février 2021, **l'activité de collecte a progressé de +9,4% en 2020 (rythme supérieur à 2019)**, l'ensemble des dépôts s'établissant à 72,4 Mds TND, notamment grâce au plafonnement des rémunérations des comptes à terme (à TMM+1%) en avril et au relèvement du taux de la retenue à la source libératoire (de 20 à 35%) en juin. La collecte a progressé pour l'ensemble des banques, et notamment +13,8% pour la BIAT, +12,5% pour la STB et +4,5% pour la BNA. L'activité de crédit a elle-aussi augmenté, à +8% sur l'année, bénéficiant du relâchement de la politique de refinancement de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), des mesures de relance du gouvernement et de l'assouplissement de la réglementation prudentielle. **A l'exception de l'UBCI (-5,9%), les crédits ont augmentés pour toutes les banques** (+15,6% pour la BNA, +9,1% pour la BIAT), et l'encours total des crédits a atteint 73,9 Mds TND. Enfin, malgré la pandémie, la croissance du PNB était de +1,1% en 2020, à 5 Mds TND (+13,2% en 2019). Les résultats sont plus contrastés selon les banques, avec -5,3% pour l'UBCI, -2,1% pour la BIAT ou +16,3% pour l'ATB.

La production industrielle a baissé de 5,2% en 2020, après une baisse de 5,2% au 4^e trimestre en glissement annuel. Selon les derniers chiffres de l'INS, **la plupart des secteurs ont enregistré une baisse en 2020**, et notamment dans les secteurs de l'industrie du textile et habillements et cuirs (-16,8%), des autres industries manufacturières (-16,2%), des mines (-13,0%), de l'industrie mécanique et électrique (-12,9%) et de l'industrie des matériaux de construction, céramique et verre (-11,6%). *A contrario*, la production a augmenté dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire (+3,0%) et des produits pétroliers raffinés (+372,6% car la société tunisienne des industries de raffinage de pétrole – STIR – avait arrêté sa production en février 2019). **Malgré une stabilisation au 3^e trimestre (+0,1%), la production industrielle a diminué au 4^e trimestre de -5,2% en g.a.** Cette baisse concerne l'ensemble des secteurs à l'exception du raffinage de pétrole (+7,3%), et est plus importante pour les mines (-36,4%), les industries chimiques (-20,1%) et l'industrie agroalimentaire (-8,8%). **La production industrielle sur le seul mois de décembre 2020 a diminué de -6,3% rapport au mois de décembre 2019**, en raison de l'importante chute de la production des secteurs du raffinage de pétrole (-59,6%), des mines (-50,9%) et de l'industrie chimique (-31,8%).

TAV accepte de lever toutes les saisies conservatoires sur les comptes de Tunisair. Suite à une réunion d'urgence tenue le 19 février entre Tunisair, TAV, l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA) et le ministère du Transport, les saisies conservatoires sur les comptes de Tunisair, par TAV, ont été levées et il a été convenu de signer, le 26 février, un accord relatif à l'échelonnement de la dette accumulée depuis 2015 et qui atteindrait aujourd'hui 70 M TND (20 M EUR) et la mise en place d'un échéancier de paiement.

Le ministre du Transport et de la Logistique remercie la PDG de Tunisair. Le 22 février, la PDG de Tunisair, Olfa Hamdi, a été limogée le 22 février par le ministre du Transport et de la Logistique, Moez Chakchouk. Elle avait été nommée, le 4 janvier 2021, après que Tunisair est restée sans direction depuis juillet 2020, suite au remerciement de M. Elyes Mnakbi, et le départ en novembre 2020 de M. Wasef Ayadi, qui avait démissionné deux semaines après sa nomination. Il est à souligner que la compagnie aérienne, qui traverse des difficultés financières aggravées à cause de l'impact du Covid-19, détient une flotte de 27 avions dont uniquement quatre seraient en état de vol.

Selon le baromètre de conjoncture économique de la CTFCI, 52% des entreprises considèrent le site tunisien attractif en tant que site potentiel de relocalisation. La Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (CTFCI) a réalisé, entre le 1^{er} et le 15 février 2021, une enquête auprès de 145 entreprises dont 100 à participation française (75 dans le secteur industriel et 70 dans les services). Les résultats montrent que l'impact du Covid-19 sur le chiffre d'affaires a été variable selon les entreprises, 20 % n'ayant pas été impactées négativement, 13 % ayant subi un fort impact négatif (notamment dans le secteur du tourisme, textile et aéronautique) et 67 % subissant un impact négatif modéré. Cet impact s'est traduit par une réduction d'effectifs dans 43 % des entreprises, mais également par une création d'emploi au sein de 29 % d'entre elles. Il est à souligner que 29 % des entreprises sondées ont soit gelé, soit diminué les salaires (ou les primes). **Les perspectives pour 2021 s'annoncent plus positives** : uniquement 30,4 % des entreprises s'attendent à une baisse de leur CA tandis que 35,6 % anticipent une hausse et 33,6 % une stagnation. L'investissement devrait aussi rebondir en 2021 (après une chute de 75 % en 2020) puisque 38 % des entreprises interrogées envisagent de mener de nouveaux investissements en 2021. 48 % des entreprises considèrent que la fixation de l'impôt sur les sociétés à 15 % inscrit dans la loi de finances 2021 aura un impact négatif sur leur activité. L'attractivité globale de la Tunisie reste aussi à renforcer, avec 52 % des sociétés qui s'accordent à dire que le site tunisien est très attractif (17 %) ou moyennement attractif (35%) en tant que site potentiel de relocalisation pour les entreprises françaises.

La Tunisie devrait recevoir ses premières doses de vaccin d'ici la fin février, a annoncé le directeur de l'Institut Pasteur de Tunis et président du comité de vaccination, M. Hachemi Louzir. Il s'agit de 93 000 doses du vaccin Pfizer-BioNTech, auxquelles s'ajouteront 2 millions de doses du vaccin AstraZeneca, 1 million du vaccin Sputnik V et 2,4 millions de doses fournies par l'Union africaine. Au 24 février, **230 443 cas de contamination au Covid-19 et 7 869 décès ont été confirmés en Tunisie.**

Libye

L'usage frauduleux du système des lettres de crédit ferait perdre des millions de dollars à la Libye, selon une étude de l'ONG Global Witness parue le 19 février. Le système géré par la Banque Centrale de Libye (BCL) permet à la Libye de financer ses importations en devises mais est régulièrement mis en cause pour de supposés détournements. **Global Witness affirme qu'il bénéficie davantage aux trafics qu'aux importations de biens de première nécessité** : la valeur des lettres de crédits approuvées pour l'importation de viande entre avril et juillet 2020 était supérieure aux importations de viande cumulées de 2016, 2017 et 2018. L'ONG a également dénoncé la responsabilité de la BCL et de ses banques correspondantes, des banques commerciales libyennes opérant à l'étranger et administrées par les responsables de la BCL, qui font transiter les lettres de crédit sur les marchés internationaux, et notamment la City de Londres. Global Witness a conclu son rapport en appelant à plus de transparence financière et à un renforcement des règles contre le blanchiment d'argent. Dans un communiqué publié le 20 février, la BCL a affirmé que la lutte contre les abus du système de lettres de crédit est une de ses priorités et relève que la question n'est pas spécifique à la Libye. Elle estime également que Global Witness s'est appuyé sur des données erronées.

Le Gouvernement d'Entente Nationale (GEN) alloue 600 M LYD à la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Prise à l'occasion du conseil du GEN le 22 février, cette décision sera financée par la *Libyan General Medical Insurance* et prendra la forme d'un fonds destiné à garantir l'accès aux vaccins et au matériel médical. Au 24 février, **131 262 cas de contamination à la Covid-19 et 2 151 décès ont été confirmés en Libye.**